



Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours

Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements,
et de la Transition Écologique

37044 Tours Cedex 9

<http://www.chu-tours.fr>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de fournitures courantes et de services

Prestations de Contrôles Qualité et de Vérifications en Radioprotection

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 1/20
------	--------------------------------	-----------

I. TABLE DES MATIERES

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	4
II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC	5
Article 1. Représentant du pouvoir adjudicateur	5
III. CARACTERISTIQUES DU MARCHE	6
Article 2. Objet du marché	6
Article 3. Description du marché	6
3.1 Type de marché	6
3.2 Procédure de passation	6
3.3 Forme du marché	6
3.4 Montant maximum du marché	6
3.5 Classification CPV	6
3.6 Décomposition en lots	6
Article 4. Durée du marché	8
4.1 Période initiale et reconduction	8
4.2 Délai d'exécution des prestations	9
Article 5. Pièces contractuelles	9
IV. PRIX ET REGLEMENTS	9
Article 6. Forme des prix	9
Article 7. Contenu des prix	9
Article 8. Modalités de révision des prix	10
8.1 Modalités de calcul de la révision	10
8.2 Périodicité de la révision	10
8.3 Clause butoir	10
8.4 Clause de sauvegarde	10
Article 9. Avances	11
Article 10. Retenue de garantie	11
Article 11. Acompte, règlement définitif et solde	11
Article 12. Présentation des demandes de paiement	11
Article 13. Délai de paiement	12
Article 14. Titulaire étranger	13
Article 15. Nantissement et cession de créance	13
V. EXECUTION	14

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 2/20
------	--------------------------------	-----------

Article 16. Évolution technique, technologique ou réglementaire	14
Article 17. Modalités d'émission des bons de commandes	14
Article 18. Vérifications quantitatives et qualitatives	14
18.1 Vérifications de l'exécution des prestations	14
18.2 Décisions du pouvoir adjudicateur	14
Article 19. Propriété intellectuelle	15
Article 20. Garantie	15
Article 21. Exécution complémentaire	15
Article 22. Sous-traitance	15
Article 23. Changements affectant le titulaire	15
Article 24. Assurance	16
Article 25. Discretion et confidentialité	16
VI. DIFFERENDS ET LITIGES	17
Article 26. Pénalités	17
Article 27. Résiliation du marché	19
27.1 Motifs de résiliation	19
27.2 Indemnité de résiliation	20
Article 28. Exécution aux frais et risques du titulaire	20
28.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché	20
28.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire	20
Article 29. Droit applicable et tribunal compétent	20
VII. DEROGATIONS AU CCAG	20

PREAMBULE : DEFINITION ET ORGANISATION DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) est un dispositif prévu par la loi de Santé 2016. Il constitue un nouveau mode de coopération entre les établissements publics de santé à l'échelle d'un territoire, chacun conservant néanmoins son autonomie juridique et financière.

Il s'agit de se coordonner autour d'une stratégie de prise en charge commune et graduée du patient, formalisée dans un projet médical partagé.

Tous les types de marchés sont traités par la fonction achat du GHT.

A ce titre, depuis le 1er janvier 2018, la fonction achat est mutualisée, faisant du GHT l'échelon pertinent pour la mise en œuvre de la politique et de l'organisation des achats des établissements parties. Ainsi, le CHRU de Tours, désigné comme établissement support, assure la responsabilité de la fonction achat pour l'ensemble des établissements constituant le GHT Touraine Val de Loire :

- le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours ;
- le Centre Hospitalier Intercommunal d'Amboise Château-Renault ;
- le Centre Hospitalier du Chinonais ;
- le Centre Hospitalier de Loches ;
- le Centre Hospitalier Jean Pages de Luynes ;
- le Centre Hospitalier de Sainte Maure de Touraine ;
- le Centre Hospitalier Louis Sevestre de la Membrolle sur Choisislle.

Le Centre Hospitalier support détient seul le pouvoir adjudicateur, il assure la passation des marchés pour le GHT, que les procédures concernent ou non l'ensemble des établissements.

En revanche, l'exécution des marchés est prise en charge par chacun des établissements parties pour ce qui le concerne (émission de commandes, vérification du service fait, paiement).

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 4/20
------	--------------------------------	-----------

II. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

ARTICLE 1. REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Nom du pouvoir adjudicateur : **Centre Hospitalier Régional Universitaire de Tours**
Représentant du pouvoir adjudicateur : **Floriane RIVIERE, Directrice Générale du CHRU de Tours**
Adresse : **37044 TOURS Cedex 9**
Adresse internet : <http://www.chu-tours.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Référents du dossier

Référent administratif du dossier : M.GADIN Etienne
Adresse : CHRU de Tours
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et de la Transition Écologique
37044 TOURS Cedex 9
Téléphone : 02 47 47 84 97
Télécopieur : 02 47 47 60 81
Courrier électronique : e.gadin@chu-tours.fr

Référent technique **lot 10** : Mme BOUSCAYROL Hélène
Téléphone : 02 47 47 75 91
Courrier électronique : h.bouscayrol@chu-tours.fr

Référent technique **lot 11** : Mme BRAMOULLE Céline
Téléphone : 02 47 47 85 74
Courrier électronique : c.bramoulle@chu-tours.fr

Référent technique **lots 1 à 9** : Mme FARAH Joëlle Ann
Téléphone : 02 47 47 78 08
Courrier électronique : j.farah@chu-tours.fr

Référent technique **lot 12 à 14** : M. MAIA Serge
Téléphone : 02 34 38 94 15
Courrier électronique : s.maia@chu-tours.fr

Référent technique **CH de Loches** : Mme LOZACH Morgane
Téléphone : 02 47 91 33 93
Courrier électronique : radio@ch-loches.fr

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 5/20
------	--------------------------------	-----------

III. CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la réalisation des prestations réglementaires de vérifications ponctuelles et périodiques en radioprotection pour le GHT Touraine Val de Loire.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DU MARCHÉ

3.1 Type de marché

Marché de fournitures : <input type="checkbox"/>	Marché de services : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Autre :	Catégorie de service : 16 et 12	<input type="checkbox"/> Exécution <input type="checkbox"/> Conception réalisation

3.2 Procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres. Elle est soumise aux dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

3.3 Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire s'exécutant par l'émission de bons de commandes (Articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique).

3.4 Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est détaillé par lot à l'article 3.6 du présent document. Ce montant est contractuel et détermine le plafond de commandes pouvant être émises auprès du ou des titulaires.

3.5 Classification CPV

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est le code :

- 90721600-3 Services de radioprotection
- 71356100-9 Services de contrôle technique

3.6 Décomposition en lots

La présente consultation comporte 15 lots ; pour chaque lot, le montant tient compte des 3 établissements du GHT : CHU de Tours, CHIC Amboise-Château-Renault et CH de Loches.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 6/20
------	--------------------------------	-----------

N° de lot	Intitulé	Montant maximum HT sur 4 ans
1	Contrôles qualités externes en radiologie médicale : Mammographes	45 200 €
2	Contrôles qualités externes en radiologie médicale : Appareils d'ostéodensitométrie	2 100 €
3	Contrôles qualités externes en radiologie médicale : Scanner	15 800 €
4	Contrôles qualités externes en radiologie conventionnelle (mobiles et salles fixes)	19 100 €
5	Contrôles qualités externes en radiologie interventionnelle (arceaux de bloc et salle interventionnelle mono ou biplan)	21 000 €
6	Contrôles qualités externes en radiologie dentaire : Rétro-alvéolaire, Panoramique, Cone Beam	10 400 €
7	Contrôles qualité internes annuels en radiologie interventionnelle : Arceau de bloc, Salle monoplan, Salle biplan interventionnelles	71 200 €
8	Contrôles qualité internes trimestriels en radiologie interventionnelle : Arceau de bloc, Salle monoplan, Salle biplan interventionnelles	98 000 €
9	Contrôle qualité interne en radiologie interventionnelle (arceau de bloc, salle monoplan, salle biplan) en cas de changement de générateur, changement du tube à rayons X, ou toute intervention sur la collimation, ou en cas d'intervention sur le récepteur d'image en dehors de la calibration, ou de changement de version logicielle, (avec obligation de contrôle sous les 7 jours)	3 000 €
10	Contrôles qualités externes en médecine nucléaire : Activimètres, Caméras à scintillations, Scanners des caméras à scintillations, Sondes peropératoires et leurs électromètres associés	8 100 €

11	Audit externe des contrôles internes en radiothérapie : Accélérateurs de particule	10 300 €
12	Vérification initiale de radioprotection selon le code de travail (Locaux + équipement)	4 000 €
13	Vérification périodique de radioprotection selon le code de travail (Equipement de radiologie interventionnelle, radiothérapie et scanners)	10 000 €
14	Vérification périodique de radioprotection selon le code de la santé publique : Curiethérapie et médecine nucléaire	15 000 €
15	Contrôles qualité internes en radiologie médicale : Scanner	7 000 €

Chaque lot donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même soumissionnaire dans le cadre d'un marché unique.

ARTICLE 4. DUREE DU MARCHÉ

4.1 Période initiale et reconduction

La durée maximum d'exécution des marchés est de 48 mois comme détaillée ci-dessous :

Le marché débute à compter de la date de notification.

Le CH de Loches n'entrera dans le marché qu'à compter du 27/02/2026.

La durée initiale du marché est de 24 mois sauf pour le lot 7, pour lequel la durée initiale est de 12 mois.

Le(s) marché(s) pourra (pourront) être reconduit(s) tacitement 2 fois pour une durée de 12 mois, et 3 fois pour une durée de 12 mois pour le lot 7.

En cas de non reconduction, le représentant du CHRU de Tours prendra par écrit au plus tard 3 mois avant la fin de la durée du (des) marché(s) une décision de non reconduction.

Le titulaire ne pourra pas s'opposer à la décision de non reconduction, ni prétendre à une quelconque indemnité.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 8/20
------	--------------------------------	-----------

4.2 Délai d'exécution des prestations

Les délais d'exécution sont réglementaires et rappelés dans le CCTP. Pour le lot 7, le titulaire s'engage à être disponible sur une semaine en février 2026 pour assurer les contrôles.

Les délais, s'ils sont plus favorables au CHU, sont ceux présentés dans l'offre du titulaire.

Le délai d'exécution du bon de commande peut se prolonger au-delà du terme du marché sous réserve que le bon de commande ait été émis pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est régi par les pièces contractuelles suivantes :

- 1- L'acte d'engagement et ses annexes,
- 2- Le présent Cahier des Clauses Administratives particulières,
- 3- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- 4- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- 5- L'offre financière du titulaire (BPU),
- 6- L'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

IV. PRIX ET REGLEMENTS

ARTICLE 6. FORME DES PRIX

Le marché est passé à prix unitaires. Les prix unitaires de l'offre sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

ARTICLE 7. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que tous les frais afférents aux déplacements et à l'hébergement sur le site du CHRU de Tours.

Le soumissionnaire indiquera dans son BPU si un minimum de commande en quantité ou en valeur est à respecter et le cas échéant, les frais afférents à ces minima de commande.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 9/20
------	--------------------------------	-----------

ARTICLE 8. MODALITES DE REVISION DES PRIX

8.1 Modalités de calcul de la révision

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Les prix sont fermes pendant 2 ans.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P = Po [0,15 + (0,85 \ln / lo)]$$

Avec :

P	Prix révisé du marché pour l'année N
Po	Prix initial du marché établi au mois de remise des offres (Mo)
ln	Dernière valeur définitive publiée de l'indice SYNTEC révisé au moment de la demande de révision pour l'année N
lo	Valeur de l'indice SYNTEC révisé correspondant au mois de remise des offres (Mo)

8.2 Périodicité de la révision

Les prix pourront être révisés 2 fois sur la durée du marché, à chaque date anniversaire après une période de 24 mois ferme.

La demande de révision est adressée à la Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements et la Transition Écologique (DALATE) par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 30 jours avant la date d'application, à l'adresse suivante :

CHRU de TOURS
Direction des Achats, de la Logistique, des Approvisionnements
et de la Transition Écologique
Acheteurs Prestations
2 boulevard Tonnellé
37044 TOURS cedex 9

8.3 Clause butoir

L'augmentation de prix ne pourra en aucun cas excéder 2 % par période de révision. Dans l'hypothèse où la demande de révision des prix serait supérieure à 2% le CHRU de Tours négociera le taux d'évolution du prix avec le(s) titulaire(s).

8.4 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur ne puisse prétendre à une indemnisation, si la hausse des prix excède 5%.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 10/20
------	--------------------------------	------------

ARTICLE 9. AVANCES

Le titulaire ne peut bénéficier d'aucune avance.

ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prélevé de retenue de garantie sur les versements faits au(x) titulaire(s) du (des) marché(s).

ARTICLE 11. ACOMPTE, REGLEMENT DEFINITIF ET SOLDE

Le marché donne lieu à des versements à titre de règlements partiels définitifs, dans les conditions fixées ci-après.

Chaque bon de commande fera l'objet d'un paiement partiel définitif, après réception du rapport.

ARTICLE 12. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs contrôles, auquel cas il sera établi une facture par campagne de contrôles.

La facturation est transmise après réalisation des prestations pour les interventions et réception des rapports.

La périodicité de la facturation sera déterminée par mise au point avec le titulaire au moment de l'attribution du (des) marché(s).

Les factures devront être adressées via le portail CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Conformément à l'article R3133-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 11/20
------	--------------------------------	------------

- Date de la facture ;
- Désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Numéro du bon de commande ;
- Numéro du marché ;
- Code d'identification du service en charge du paiement (PREST) ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Désignation de la prestation réalisée (avec numéro interne de l'équipement) ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant net TTC de la prestation réalisée ;
- Montants nets totaux HT et TTC de la facture.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, les éléments ci-dessous devront être pris en compte :

Pour le CHRU de Tours

- N° SIRET : 263 700 189 000 16 ;
- CODE SERVICE (obligatoire) : PREST,
- N° ENGAGEMENT JURIDIQUE (obligatoire) : à reprendre sur le bon de commande dans le cadre CHORUS, au format indiqué (année/code service/numéro de commande).

Pour le CHIC Amboise-Château-Renault :

- N° SIRET 263 707 077 00016
- Code service ECONOMAT
- Code engagement : SC.

Pour le CH de Loches :

- N° SIRET : 263 700 106 00010
- Code service 1000
- N° Engagement : Sera indiqué sur le bon de commande.

ARTICLE 13. DELAI DE PAIEMENT

Le paiement s'effectuera par virement dans un délai maximum de 50 jours à compter de la réception de la date de paiement.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai court à compter de la date d'admission des prestations.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 12/20
------	--------------------------------	------------

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros, conformément à la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (titre IV) et le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues aux titulaires.

ARTICLE 14. TITULAIRE ETRANGER

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire(s) est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 15. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il en informe le CHRU de Tours par courrier. L'acheteur lui communiquera une copie de l'original du marché, signée par le représentant du pouvoir adjudicateur et revêtue de la mention indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir la créance résultant du marché.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la commande publique, le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 13/20
------	--------------------------------	------------

V. EXECUTION

ARTICLE 16. ÉVOLUTION TECHNIQUE, TECHNOLOGIQUE OU RÉGLEMENTAIRE

En cas d'évolution réglementaire pendant la période entre la date de remise des offres et la notification ou durant la période d'exécution du marché (modification, ajout ou suppression de points de contrôles), le titulaire devra substituer ces contrôles aux anciens afin de respecter la nouvelle réglementation, au prix convenu au présent marché.

En cas d'incapacité à exécuter les prestations (perte d'accréditation, indisponibilité du contrôleur sans remplacement possible dans un délai permettant de garantir le planning prévu initialement) le CHRU pourra résilier le marché ou faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 17. MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande seront signés par un représentant du CHRU de Tours ayant reçu délégation de la Directrice Générale du CHRU de Tours. Ils émanent de la Direction des Achats et des Approvisionnements.

Les bons de commande font apparaître les informations suivantes :

- la date de la prestation ;
- les lieux de la prestation ;
- le montant du bon de commande ;
- la référence du marché ;
- le numéro de la commande ;
- la désignation de la prestation ;
- le prix net unitaire HT.

ARTICLE 18. VERIFICATIONS QUANTITATIVES ET QUALITATIVES

18.1 Vérifications de l'exécution des prestations

Les vérifications opérées par le CHRU de Tours se feront dans un délai de 15 jours conformément aux dispositions prévues à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

18.2 Décisions du pouvoir adjudicateur

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par le représentant du pouvoir adjudicateur ou une autre personne qu'il aura désignée à cet effet.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 14/20
------	--------------------------------	------------

ARTICLE 19. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les dispositions prévues aux articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

ARTICLE 20. GARANTIE

La durée de garantie ne pourra pas être inférieure à celle prévue à l'article 33 du CCAG-FCS. Elle est précisée dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 21. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, un marché pourra être passé pour la réalisation des prestations complémentaires ou similaires à celles du présent marché.

ARTICLE 22. SOUS-TRAITANCE

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au CHRU de Tours une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner.

ARTICLE 23. CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Tours, avant toute nouvelle facturation, de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter
- la forme de l'entreprise
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination
- son adresse ou son siège social
- la cession d'une ou de différentes activités
- l'acquisition d'une nouvelle activité
- ses coordonnées bancaires

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 15/20
------	--------------------------------	------------

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le CHRU de Tours ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un avenant.

Remplacement d'un intervenant :

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG FCS, si l'intervenant n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser la personne publique sans délai, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de proposer à la personne publique au moins un profil en remplacement, et de lui communiquer le nom et les titres dans un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

La personne publique validera le profil de remplacement dans le délai maximum d'un (1) mois à compter de la réception de la proposition.

Si la personne publique récusé dans ce délai le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours à compter de la récusation pour désigner un autre remplaçant parmi ceux initialement proposés et en informer la personne publique.

ARTICLE 24. ASSURANCE

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il encourt en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le CHRU de Tours en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 25. DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il a accès dans le cadre du présent marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, **le marché pourra être résilié pour faute.**

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 16/20
------	--------------------------------	------------

VI. DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 26. PENALITES

Les pénalités dues par le titulaire sont exigibles si, à l'expiration des délais contractuels, les prestations du titulaire ne sont pas entièrement réalisées ou souffrent d'un manquement aux stipulations ou exigences des marchés.

Sauf cas de force majeure ou cause exonératoire admise par le CHRU de Tours ou en cas de manquement du CHRU de Tours à ses propres obligations contractuelles, les pénalités sont exigibles à compter du premier jour de retard, sans mise en demeure.

Le montant total annuel des pénalités appliquées par adhérent est limité à 30 % de la valeur totale annuelle de son périmètre.

Les pénalités portent sur :

- Le non-respect des visites programmées (dates prévues selon le planning) ;
- L'interruption des visites ;
- L'absence aux réunions programmées ;
- La non présentation des rapports selon les délais réglementaires mentionnés au CCTP ;
- La non remise de devis ;
- Le retard dans l'exécution de la prestation ;
- Le non-respect des conditions vestimentaires ;
- Le non-respect des consignes d'organisation ;
- Le non-respect des consignes de sécurité ;
- Les fautes
- Les erreurs de non-conformité
- Les erreurs dans les rapports

Non-respect des visites programmées

Le non-respect des dates des interventions programmées (non-respect signalé moins de 72 heures à l'avance et 1 mois à l'avance pour la période des congés estivaux) pourra impliquer une pénalité de 80 euros hors taxe par jour ouvré de retard.

Dans le cas où l'absence du Titulaire entraîne une reprogrammation de la maintenance, le surcoût correspondant pourra être supporté par le Titulaire.

Interruption des visites du fait du Titulaire

L'interruption des interventions de vérification du fait du Titulaire pourra entraîner une pénalité de 80 euros hors taxe par jour ouvré d'interruption.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 17/20
------	--------------------------------	------------

Absence aux réunions programmées

L'absence à une réunion programmée (absence signalée moins de 48 heures à l'avance) pourra impliquer une pénalité forfaitaire de 80 euros hors taxe.

Non présentation des rapports

Pour chaque rapport non remis dans le délai prévu au Marché, une pénalité de 80 euros hors taxe par rapport et par jour ouvré de retard pourra être appliquée.

Non remise de devis

Pour chaque devis non remis dans le délai prévu au Marché (10 jours ouvrés), une pénalité de 30 euros hors taxe par devis et par jour ouvré de retard pourra être appliquée.

Retard dans l'exécution de la prestation

En cas de non-respect des délais contractuels d'exécution, le Titulaire encourt des pénalités calculées de la manière suivante :

$P = V \times R / 50$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ; cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard.

Aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Non-respect des conditions vestimentaires

Le non-respect des conditions vestimentaires des agents ou l'absence de tenue ou une tenue non identifiée entraînera une pénalité forfaitaire de 50 € hors taxe par cas constaté.

Non-respect des consignes d'organisation

Le non-respect des consignes données par le référent de l'établissement adhérent (horaires d'intervention, organisation de la prestation, ...) impliquera pénalité forfaitaire de 100 € hors taxe par cas constaté.

Non-respect des consignes de sécurité

Le non-respect des consignes de sécurité entraînera une pénalité forfaitaire de 500 € hors taxe par cas constaté.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 18/20
------	--------------------------------	------------

Fautes

En cas de faute grave (absence injustifiée, abandon de poste, indiscipline, comportement irrespectueux telles que injures ou insultes, dégradation involontaire des locaux ou du matériel, non-respect des règles relatives à l'hygiène et la sécurité par exemple), ou de faute lourde (vol, violences physiques ou morales, dégradation volontaire des locaux ou du matériel, entrée de personnel non habilité, état d'ébriété, harcèlement moral ou sexuel), l'intervenant peut se voir refuser d'intervenir et le titulaire dans l'obligation de devoir remplacer son agent pour la campagne en cours ou la suivante. Chaque faute sera signalée par un courrier de rappel à l'ordre. Après 2 fautes grave constatées, ou une faute lourde, un courrier de mise en demeure pour le remplacement sera transmis.

En cas de faute lourde, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 3 000 € hors taxe par cas constaté et réparer ou rembourser le préjudice.

Erreur de non-conformité

S'il s'avère que la non-conformité n'en est pas une, la contrevisite ne sera pas facturée.

Erreurs dans les rapports

Si les valeurs dans les rapports sont erronées (valeurs de référence, calcul) une pénalité de 30 euros par rapport concerné sera appliquée.

Cumul

Les pénalités sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le premier euro.

ARTICLE 27. RESILIATION DU MARCHE

27.1 Motifs de résiliation

Le CHRU de Tours peut mettre fin à l'exécution des marchés à tout moment, dans les conditions prévues aux articles 39 à 42 du CCAG-FCS.

En complément des cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché pour perte d'objet du marché ou lorsque le titulaire ne sera plus dans la capacité de fournir les fournitures ou prestations, objet du marché.

En complément des cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS, le CHRU de Tours pourra également mettre fin au marché dans le cas où la demande de révision des prix faite par le(s) titulaire(s) dépasse le pourcentage indiqué dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 19/20
------	--------------------------------	------------

27.2 Indemnité de résiliation

L'accord-cadre étant passé sans minimum, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 28. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

28.1. En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire réaliser par un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant. Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.

Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de son impossibilité d'exécution ainsi que la date de reprise d'activité : à défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement du recours à un autre fournisseur, et le titulaire du marché en supportera les conséquences financières.

28.2. Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 29. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le Tribunal Administratif d'Orléans est seul compétent pour régler les litiges nés de l'exécution du présent marché.

VII. DEROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

Article du CCAP	Article du CCAG auquel il est dérogé	Objet
Article 4.2	Article 13.1.2	Début du délai d'exécution du bon de commande à la date d'envoi
Article 26	Article 14	Pénalités
Article 27.1	Article 40	Autre cas de résiliation de marché
Article 27.2	Article 14.1	Indemnité de résiliation
Article 28	Article 45	Exécution aux frais et risques

CCAP	Procédure n°2025-GHT-PREST-172	Page 20/20
------	--------------------------------	------------